

BarB 30

Pas de blocus contre l'Espagne républicaine !



Jacques DUCLOS



Jean ZYROMSKI



Eugène HENAFF



Georg BRANTING

Déclarations de
Jacques DUCLOS
Jean ZYROMSKI
Eugène HENAFF
Georg BRANTING

à leur retour d'Espagne
devant la conférence
de la presse

présidée par le Professeur
LANGEVIN

DÉCLARATIONS DE Jean ZYROMSKI

Membre de la C.A.P. du Parti S.F.I.O.

Notre ami Jacques Duclos a dit très complètement ce que nous pensons. Il a également clairement indiqué les conclusions auxquelles nous sommes attachés.

Je le déclare : le socialiste que je suis, le socialiste que je reste est, sur cette question, en plein et total accord avec le communiste Jacques Duclos.

Si je fais cette déclaration c'est que, certainement, vous comprenez tous ici que je suis, des trois orateurs de ce soir, celui qui est dans la posture la plus difficile et la plus délicate.

Nous avons indistinctement, les uns et les autres, contracté à l'égard du peuple espagnol une dette sacrée, une dette qui nous oblige à parler conformément à la vérité et conformément à notre conscience. Un socialiste ne peut jamais être contre la vérité, ni contre sa conscience.

Au surplus, j'ai le sentiment que je reste dans la discipline de mon parti, je reste dans la discipline de la classe ouvrière, je reste dans la discipline de cette autre organisation qui est mienne — et je suis heureux de parler à côté de mon camarade Hénaff — je reste fidèle à la discipline de la Confédération Générale du Travail.

LA FORMATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Nous sommes arrivés sur la terre espagnole à une heure particulièrement critique. Nous sommes arrivés à Madrid au moment où la situation politique de la péninsule était particulièrement troublée.

Nous avons pu constater combien l'ancien Gouverne-

ment de M. Giral était un Gouvernement qui ne jouissait d'aucune autorité, d'aucun crédit parmi les masses ouvrières et paysannes. Il n'y avait véritablement pas de Gouvernement ayant autorité et ayant responsabilité. Il n'y avait pas de Gouvernement ayant la volonté de créer cette centralisation d'organisation militaire indispensable.

La constitution du Gouvernement Caballero a véritablement tonifié la situation.

Le Gouvernement Largo Caballero est un Gouvernement de Front Populaire, complet, intégral, élargi. Je dis élargi, parce que le Gouvernement Largo Caballero comprend un représentant des nationalistes basques qui se battent avec les républicains, et un représentant de la gauche catalane, c'est-à-dire de partis qui sont dans le Front-Populaire, mais dans un Front Populaire conçu dans le sens le plus large du terme.

Vous me permettrez, comme socialiste, de me féliciter de cette concentration au sein d'un même Gouvernement de représentants du Parti Socialiste et du Parti Communiste qui, les uns et les autres, ont compris la tâche qui les attend.

Ce Gouvernement bénéficie de l'appui loyal des éléments anarchistes de la C.N.T. et de la Fédération anarchiste Ibérique. Pour l'Espagne c'est un événement d'une portée incalculable car, il ne faut pas l'oublier, — il ne faut pas que les socialistes et les communistes que nous sommes l'oublions — les anarchistes constituent une force ouvrière extrêmement puissante et extrêmement agissante en Espagne. On ne pourra pas parler en Espagne d'unité ouvrière si les anarchistes n'en font pas partie. J'ai constaté, à Barcelone, la liaison étroite et la solidarité totale qui unit les représentants de la Gauche catalane avec les éléments du Parti Socialiste unifié, qui groupe les socialistes et les communistes de Catalogne, ainsi qu'avec les éléments de la Fédération Anarchiste Ibérique.

LA SITUATION MILITAIRE

Mais moi, je voudrais vous parler de la situation militaire telle que nous l'avons trouvée et telle que, malheureusement, elle s'est développée depuis.

Le 18 juillet dernier, Barcelone et Madrid, avec un courage admirable, brisaient la sédition des généraux factieux. Le peuple de Barcelone et de Madrid, héroïquement, arrachait les armes et enlevait les canons de l'armée qui

s'était soulevée avec les généraux factieux contre le peuple.

Pendant quelques jours, on a pu espérer une situation militaire nettement favorable, surtout à partir du jour où les forces loyales et républicaines de Madrid rétablirent, par la prise d'Albacète, les communications avec Valence et les provinces du Levant. On a pu espérer une situation militaire très favorable lorsque les Catalans, après leur victoire de Barcelone, marchèrent sur Saragosse et Huesca, dégagant toute la Catalogne et réservant à l'Espagne républicaine le potentiel commercial, industriel et économique de la Catalogne.

On a pu l'espérer avec le siège d'Oviedo par les mineurs des Asturies, avec la constitution d'un front dans les provinces du Nord, dans la province des monts Cantabriques partant d'Oviedo jusqu'à Irun.

On peut dire que fin juillet, début d'août, tous les facteurs militaires étaient de plus en plus favorables.

Camarades, il faut avoir la loyauté de le reconnaître : cette situation a changé au cours du mois d'août.

POURQUOI CETTE AGGRAVATION ?

Déjà, quand nous sommes arrivés à Madrid, le 28 août, la situation n'était pas très claire en présence de la force croissante des rebelles qui avaient pu, comme vous le savez, transporter au cours du mois d'août une grande partie des « Regulares » d'Afrique et des « Tercios » de la légion étrangère en Andalousie et en Estramadure. Elle ne fut plus très claire du fait que par la prise de Badajoz, une première liaison s'était établie entre les provinces rebelles d'Andalousie et celles de la Vieille Castille, du Leon à travers l'Estramadure.

Elle n'était pas très claire à la suite des offensives formidables sur Irun qui n'était pas encore tombé.

Elle n'était pas très claire, parce que, tout le long de la Sierra de Guadarrama, à une cinquantaine de kilomètres de Madrid, les forces rebelles occupaient des positions stratégiques dominantes et la plupart des cols.

Elle n'était plus très claire, enfin, parce que déjà le jour de notre arrivée à Madrid, le général Franco, avec ses meilleures troupes, avec son artillerie, avec ses avions, avait commencé, sur la Talavera del Tajo cette offensive qui, à l'heure actuelle n'est pas encore terminée, qui, par la haute vallée du Tage, essaye de s'ouvrir la route de Madrid.

La prise d'Irun, la prise de Saint-Sébastien, la menace actuelle sur Bilbao, Santander et Gijon créent les plus lourdes appréhensions.

Je sais bien que ces résultats militaires défavorables ont été dûs, en partie, à ce fait qu'il n'y avait aucune liaison, aucune coordination entre les fronts. L'ancien Gouvernement Giral n'avait pu obtenir la constitution d'un état-major central. C'est à cela que le Gouvernement Largo Caballero s'attache avec succès, nous l'avons appris aujourd'hui. Il travaille à la constitution d'un état-major central.

NÉCESSITÉ DU COMMANDEMENT UNIQUE

S'il y avait eu un commandement unique, certainement des éléments catalans n'auraient pas fait cette expédition de la Majorque, expédition qui, pendant plusieurs jours, a immobilisé inutilement du matériel, des munitions, des hommes et des bateaux. Quand on manque de matériel et de munitions, on ne va pas les gaspiller sur un théâtre d'opérations beaucoup trop extérieur.

La coordination des fronts, la solidarité entre les fronts tout cela constitue une des tâches essentielles qu'il faut mener à bien.

De plus, dans une guerre civile comme celle de l'Espagne, dans ces guerres civiles qui sont des guerres de classes, vous ne pouvez pas isoler le problème social et le problème politique du problème militaire. Il faut que le Gouvernement Largo Caballero donne à tout le peuple espagnol le sentiment que la République espagnole démocratique sera sauvée, mais que cette République démocratique sera une République avec un contenu social substantiel étendu.

La phase de la République démocratique bourgeoise est complètement terminée en Espagne, elle est complètement terminée en Catalogne. Des transformations sociales profondes ont été opérées en Catalogne et dans tout le pays qui est détenu par les républicains.

Je suis convaincu que Largo Caballero est un de ceux qui sentent le plus la nécessité de ce mouvement. C'est pour cela qu'il y a là un nouveau facteur politique en faveur du succès de la République espagnole.

NÉCESSITÉ D'UN FÉDÉRALISME SOUPLE

Je crois aussi qu'il faut que le Gouvernement de Madrid comprenne que s'il veut véritablement réunir, solidariser toutes les forces du Front Populaire, il ait conscience que le centralisme d'essence monarchique en Espagne est définitivement dépassé.

Il ne pourra y avoir de solidarité dans la victoire entre les Catalans de Barcelone, entre les Basques de Bilbao, entre les Valenciens, entre les Andalous, entre les Galiciens que si, véritablement, la République victorieuse est non seulement une République sociale, mais encore une République basée sur le fédéralisme le plus souple, le plus intelligent et le plus compréhensif.

Cela, il faut que le Gouvernement de Madrid le comprenne. Je crois qu'il le comprend. Mais il serait bien préférable que les initiatives à ce sujet viennent de Madrid. Il vaudrait beaucoup mieux que le Gouvernement de Madrid sente la nécessité de prendre, dans ce domaine, des initiatives fécondes qui sont tout le contraire du morcelisme, tout le contraire du cantonalisme. Au contraire, la République espagnole échappera à l'émiettement si elle se donne un système fédératif très souple qui lui est d'ailleurs indiqué par les leçons de l'Histoire et par toutes les particularités géographiques de l'Espagne.

J'AI CONFIANCE

Je vous ai parlé en des termes assez sombres de la situation militaire parce que, tout au long du jour, je suis les opérations militaires. Et lorsque je vois l'offensive de Talavera del Trajo par la haute vallée du Tage sur Madrid, lorsque je vois la position dominante de la Sierra de Guadarrama occupée par les rebelles, lorsque je vois nos amis catalans arrêtés sur les plateaux aragonnais par des forces ennemies possédant des « Junkers », les plus modernes et les plus rapides, quand je vois tout cela, je ne peux pas me taire. Mais, encore une fois, je veux dire que j'ai confiance, en raison de l'héroïsme de tout le peuple espagnol.

Car on ne peut pas véritablement massacrer tout un peuple, hommes, femmes, enfants, vieillards ! Et les républicains espagnols sont décidés à mourir jusqu'au dernier, à se faire tuer sur place plutôt que de reculer. C'est cela qui est véritablement pour moi le gage de leur victoire.

ON NE PEUT PAS SE TAIRE

Quand on songe que peut-être nous achetons notre tranquillité ici avec le sang de tout un peuple, on ne peut pas se taire, camarades !

On ne peut pas se taire et nous devons leur assurer ce que j'ai appelé les conditions d'une victoire qui soit prochaine et rapide dans l'intérêt de l'humanité, une victoire prochaine et rapide dans l'intérêt de la paix du monde dont on parle beaucoup, et on a raison d'en parler car, plus la guerre d'Espagne se prolonge, plus les risques de complications internationales se multiplient.

Grâce à l'héroïsme des miliciens espagnols, grâce à leur force numérique, leur victoire apparaissait à l'horizon fin juillet. Pourquoi maintenant s'est-elle éloignée ? Pourquoi ? Depuis des semaines et des semaines, avant le 28 août, mais après le 28 août aussi, le ravitaillement des rebelles a continué d'une manière particulièrement intensive.

DES PREUVES DU RAVITAILLEMENT DES REBELLES

Le Portugal, c'est la base d'opérations choisie. Nous savons qu'à Vigo, à La Corogne, des avions de chasse ont été débarqués.

J'ai vu évoluer là-bas des avions de chasse allemands qui atteignent la vitesse de 450 kilomètres à l'heure.

J'ai encore dans les oreilles — il pourra peut-être le démentir à ses supérieurs hiérarchiques, mais le démenti ne vaut rien — ce que nous disait l'attaché d'ambassade de France à Madrid qui remplaçait M. Jean Herbette qui, entre parenthèses, ferait beaucoup mieux d'être à son poste à Madrid; eh bien ! je tiens de M. l'Attaché d'Ambassade à Madrid ceci — il nous le disait devant Duclos — « Mais évidemment, Messieurs, tout le monde sait que le Portugal ravitaille. »

J'ai encore présente à la mémoire la déclaration de M. le Consul Général de France à Barcelone, qui me disait : « Evidemment, les Italiens et les Allemands ravitaillent les rebelles. Tout le monde le sait ! » Tout le monde le sait ? Est-ce que par hasard il n'y aurait que le Gouvernement français qui ne le sache pas ?

Ah ! je sais bien, on dit : « Il n'y a pas de preuves ». Oui, il n'y a pas de preuves au sens juridique du mot. Il

n'y a pas de preuves — si l'on veut ! — quand on veut plaider un dossier à la Cour de La Haye. Il n'y aura jamais de ces preuves-là !

Duclos vous rappelait l'histoire du Junker allemand, muni de tourelles, de mitrailleuses et de lance-bombes. Le Gouvernement allemand disait : « C'est un avion fait pour rapatrier les Allemands de Madrid. »

Lorsque les « Savoia-Marchetti » se sont abattus sur le sol de l'Oranie, ce n'étaient pas des avions achetés par les rebelles aux firmes commerciales italiennes ! Pas du tout ! C'étaient purement et simplement des avions de l'armée italienne camouflés. Le rapport du général Denain qui n'est pas, je crois, très suspect de partialité en faveur du Front Populaire ou des anarchistes de Barcelone — est écrasant à cet égard.

Le Gouvernement italien a répondu : « Nous faisons une enquête. » L'enquête continue, comme le Gouvernement allemand continue son enquête en expédiant ses Junkers.

PENDANT QUE NOUS PARLONS LE RAVITAILLEMENT CONTINUE

Pendant ce temps-là, les heures passent. Les rebelles sont à Talavera, comme les Allemands à Noyon pendant la guerre ! Et pendant que nous parlons, le ravitaillement continue. Les armées républicaines tiennent le coup héroïquement, mais il y a les hommes qui meurent.

Camarades, on dira : « Cela, ce n'est pas de la politique, c'est du sentiment ». Non, ce n'est pas du sentiment. D'ailleurs, si des partis prolétariens — des partis socialistes, de partis communistes, des partis révolutionnaires — voulaient faire taire véritablement cette qualité humaine qu'est le sentiment, ce serait la révolution elle-même qui reculerait.

IL FAUT REPRENDRE NOTRE LIBERTÉ D'ACTION

Camarades, si j'étais sûr — comme sans doute le Gouvernement l'a cru le 8 août, que la non-intervention pratiquée exactement, pratiquée intégralement, pratiquée loyalement des deux côtés; si j'étais sûr que cela puisse exister alors, oui, les républicains espagnols seraient sûrs de triompher. Mais comme la non-intervention — et depuis le 8 août tous les faits le prouvent — n'a pas été observée,

n'a pas été pratiquée loyalement, comme d'abord il y a eu des retards inadmissibles qui ont permis aux rebelles de faire leur plein d'essence, leur plein d'avions, leur plein de munitions et peut-être, camarades, leur plein d'hypérite — car il paraît que maintenant ils disposent de gaz hypérite pour bombarder Madrid — comme nous avons maintenant le refus prolongé du Portugal de siéger au Comité de contrôle — comme nous savons tout cela, est-ce que cela ne constitue pas des faits matériels, tangibles, diplomatiques, susceptibles d'être insérés dans les notes les plus régulières et les plus courtoises en disant : « Je suis toujours disposé à la non-intervention. Mais, en attendant qu'elle puisse être exactement contrôlée, le Gouvernement reprend simplement la liberté d'action que continue à s'octroyer le Portugal ? »

Est-ce que cela n'est pas possible ?

CELA NOUS MÈNERAIT-IL A LA GUERRE ?

Cela, paraît-il, nous mènerait à la guerre. Je hais la guerre. Je la hais parce que je l'ai faite et parce que je l'ai vue. Mais je ne crois pas que ce sera la guerre.

Jaurès nous a appris que « la lutte pour la paix était le plus noble des combats ». Comme je le disais à Buffalo, reprenant une citation de mon maître Bracke : « On ne fait pas reculer la guerre en reculant devant les créateurs et devant les fauteurs de guerre. »

Je ne crois pas que ce soit la guerre ! Je ne crois pas que ce soit la guerre si les démocraties prennent réellement et véritablement conscience de leur rôle et de leur mission historique dans le monde.

Je sais que ce sont les paroles qu'a prononcées l'ambassadeur d'Angleterre qui ont, dans une large mesure, déterminé ce Conseil des Ministres du 8 août, placé dans des situations angoissantes et tragiques que je ne veux ni méconnaître, ni sous-estimer. Je comprends qu'à cette époque on pouvait penser, par un pacte de non-intervention loyalement et exactement appliqué, à la fois servir la cause de la paix et servir efficacement la cause de l'Espagne. Je sais tout cela.

Mais, véritablement, est-ce que nous n'avons pas le droit de dire au Gouvernement britannique : « Nous sommes liés, vous Gouvernement de S. M. Britannique, nous Gouvernement de la République française, par un pacte de Locarno ». En deux mots, qu'est-ce que c'est que le pacte

de Locarno ? En cas d'agression non provoquée de l'Allemagne contre la France, ou de la France contre l'Allemagne, il y a la garantie britannique pour la nation agressée.

Est-ce que véritablement le Gouvernement conservateur britannique considérera comme une agression non provoquée de la France contre l'Allemagne le fait que, simplement, il a autorisé la reprise des relations commerciales entre la France républicaine et l'Espagne républicaine ?

Voyez-vous, je crois que poser la question c'est voir la solution. Le Gouvernement britannique pourra se réfugier dans sa politique de neutralité équivoque ; mais je ne crois pas qu'il puisse aller jusqu'à traiter le rétablissement des relations commerciales entre l'Espagne et la France comme un acte d'agression non provoqué de la France contre l'Allemagne.

En tout cas, la question mérite d'être posée.

IL Y A DES FAITS NOUVEAUX, IL FAUT RECONSIDÉRER LE PROBLÈME

Camarades, je veux terminer. Encore une fois, je suis un socialiste, qui pense que le 8 août cette décision qui, je le sais, a été prise dans un Conseil des Ministres, après un débat dramatique, où les socialistes étaient d'un certain côté, cela je le sais, il faudra qu'on le sache dans l'intérêt et pour l'honneur de mon parti... Eh ! bien, cette décision pouvait s'expliquer si véritablement la non-intervention était exactement pratiquée de tous les côtés, si les négociations internationales ne duraient pas, si le Comité de contrôle pouvait être rapidement mis debout, si toutes les puissances intéressées y étaient représentées, comme le Portugal.

Est-ce qu'aujourd'hui il n'y a pas en se plaçant sur ce terrain même, des faits nouveaux importants pour motiver que le problème soit revu et reconsidéré, pour motiver que le problème de la politique française soit revu et adapté à ces conditions nouvelles ?

Moi, je le pense fermement. C'est en ce sens que, depuis mon retour d'Espagne j'ai dirigé au sein de mon Parti tous mes efforts. C'est en ce sens que je vais continuer à le faire avec la volonté et la conscience de servir à la fois la cause de la paix, la cause de mon Parti, auquel je suis attaché, et la cause de l'avenir du Socialisme International.